



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 juillet 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2023 - 84 CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025
APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 27 juin 2023, s'est réuni le mardi 4 juillet 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

ABSENTS EXCUSES :

Madame Anne-Marie DUVAL
Monsieur Richard KISS
Monsieur Franck BARBEY
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Mékia Noura ADDAD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

/

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°101 à N°150)

PROCURATION :

Madame Anne-Marie DUVAL à Monsieur le Maire
Monsieur Richard KISS à Madame Nicole NUTINI
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Madame Levanna CALATAYUD à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Mékia Noura ADDAD à Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 4 avril 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2023 - 94 | LES BOIS DE GRASSE - VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION EI N° 264 |
| 2023 - 95 | VALLON DE RASTIGNY
CONVENTION DE COORDINATION DE TRAVAUX |
| 2023 - 105 | CINEMA LE STUDIO
ACCES DU PERSONNEL DE LA SOUS-PREFECTURE |

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 - 84

DU 4 JUILLET 2023

**CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025
APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, a remodelé les principes fixés par le législateur en matière de production du logement social. Elle introduit, à ce titre, pour les communes déficitaires en logements sociaux, la possibilité d'établir un contrat de mixité sociale (CMS) avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, visant à adapter le mécanisme de rattrapage pour la période triennale 2023-2025. En mobilisant les outils opérationnels en faveur de la production et en formalisant les objectifs et les engagements des parties dans le CMS, la Ville s'inscrit dès lors dans une démarche partenariale et volontariste de rattrapage.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) ;

Vu l'article 65 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (ENL) ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

Vu les articles 68 et 69 de la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) ;

Vu l'article L 302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant les obligations en matière de production de logements sociaux qui s'imposent à la commune de Grasse au titre de l'article 55 de la loi SRU, renforcées par la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

Considérant le nouveau cadre établi par la loi 3DS, introduisant diverses mesures d'adaptation de l'article 55 de la loi SRU, et notamment :

- la pérennisation d'un dispositif de rattrapage soutenable - suppression de l'échéance de 2025 au profit d'un dispositif de rattrapage triennal glissant et différencié du déficit de logements sociaux, correspondant, pour Grasse à 33 % de son déficit,
- le principe de différenciation des territoires rendant possible d'adapter ce taux à la hausse ou à la baisse via le Contrat de Mixité Sociale.

Considérant les principes du Contrat de Mixité Sociale "abaissant" qui devient un outil contractuel d'engagements et de moyens, signé par la Commune, l'EPCI, et l'Etat, pour une durée maximale de trois périodes triennales consécutives. Le CMS dit abaissant fixe le taux de rattrapage triennal, dans la limite plancher de 25 % pour les communes soumises au taux de rattrapage de 33 %.

Considérant le contenu du Contrat de Mixité Sociale qui s'articule autour de 3 volets :

- Volet n° 1 - Points de repères sur le logement social à l'échelle de la commune : évolution du taux de logement social, état des lieux du parc social et de la demande locative sociale, dynamique de rattrapage SRU, modes de production du logement social.
- Volet n° 2 - Les outils et leviers d'action pour le développement du logement social : synthèse des freins/atouts/améliorations potentielles sur 4 domaines - action foncière, urbanisme & aménagement, programmation et financement du logement social, attributions aux publics prioritaires.
- Volet n° 3 - Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025 :
 - Article 1 : les engagements et actions à mettre en œuvre pour 2023-2025
 - Article 2 : les objectifs de rattrapage pour la période triennale 2023-2025
 - Article 3 : les projets de logement social (agréments 2023 – 2025)
 - Article 4 : le pilotage, le suivi et l'animation du CMS

Considérant la volonté de la Commune de Grasse de poursuivre sa dynamique en faveur du logement social, tant quantitativement que qualitativement, pour répondre aux besoins de son territoire, tout en l'adaptant à ses capacités dans un cadre opérationnel cohérent et réaliste, partagé avec l'Etat et la CAPG.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver les termes du Contrat de Mixité Sociale "abaissant" et notamment les objectifs fixés et les engagements des parties et d'autoriser le Maire à le signer, pour la période 2023-2025.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 6 juin 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes du projet de Contrat de Mixité Sociale 2023-2025 joint en annexe de la présente délibération ;
- **METTRE EN ŒUVRE** les moyens nécessaires pour remplir les engagements portés par la Ville ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit contrat, aux côtés de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et de l'Etat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 42 voix pour, 2 voix contre : Monsieur CASSARINI (2 voix).

Delibération affichée le **- 5 JUIL. 2023**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



[Signature of the Mayor]

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature of Valérie Copin]



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 JUIL. 2023